

6 Société et Culture

Développement social et familial Prévoyance sociale et Solidarité nationale
Définir les actions prioritaires à mener

Prissilia M MOUITY

Libreville/Gabon

LE ministre d'Etat, ministre du Développement social et familial, de la Prévoyance sociale et de la Solidarité nationale, Paul Biyoghe Mba, a eu, hier, une séance de travail avec plusieurs responsables administratifs de son département. Au nombre desquels les directeurs généraux de la Caisse nationale d'assurance maladie et de garantie sociale (CNAMGS), Pr Michel Mboussou, et de la Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS), Dr Désiré Lassegue.

But de cette réunion : définir les actions prioritaires



Le ministre d'Etat Paul Biyoghe Mba présidant la rencontre avec les différents responsables de son département...

à mener dans toutes les structures (centrales et décentralisées) sous tutelle. Pour mieux contribuer au développement social et familial dans notre pays. Autre point à l'ordre du jour, les propositions à soumettre au gouverne-

ment, notamment sur les plans des ressources humaines et des moyens matériels, logistiques et financiers.

Tour à tour, les directeurs généraux de l'administration centrale ont présenté au ministre d'Etat le bilan

de leurs différentes actions et des moyens financiers mis à leur disposition pour la réalisation de leurs programmes respectifs. Ils ont ensuite évalué les actions qui restent à exécuter au cours des prochaines années.

Le Pr Michel Mboussou s'est beaucoup appesanti sur les filets sociaux qui constituent le socle des différentes actions menées par la Cnamgs. Selon lui, l'accent a été mis sur « l'aide à la santé, à l'éducation, aux Gabo-

nais en situation de handicap, aux veuves et aux orphelins économiquement faibles. »

Le Dr Désiré Lassegue et les autres responsables administratifs de ce département, ont eux-aussi abondé dans le même sens.



... dont les directeurs généraux des administrations centrales sous tutelle.

Enseignement supérieur / Université des sciences et de la santé (Uss)

La rentrée académique reportée sine die

F.B.E.M

Libreville/Gabon

INITIALEMENT annoncée pour hier, lundi 10 octobre 2016, la rentrée académique 2016-2017 n'a pas été effective à l'Université des sciences de la santé (USS). Elle est reportée, à la surprise générale, sine die. Une situation tout aussi surprenante pour plusieurs étudiants rencontrés au sein du campus universitaire.

Pour preuve, des dizaines d'apprenants de Licence 1

Médecine attendaient patiemment, jusqu'aux environs de 11 heures, une hypothétique arrivée d'enseignants pour débiter les cours. Un enthousiasme vite douché, à mesure que les heures passaient. Seules les inscriptions d'étudiants se poursuivaient.

Celles-ci, prévues du 08 au 16 octobre, ainsi que les réinscriptions, du 20 au 26 du même mois, contribuent à entretenir l'imbroglio qui règne au sein cet établissement supérieur. Car, comment comprendre que l'on annonce la rentrée des classes pour le 10 octo-



Le rentrée des classes n'a finalement pas été effective hier à l'Uss.

bre, alors que les processus d'inscriptions et de réin-

scriptions ne sont pas achevés ?

A noter, toutefois, pour le déplorer, l'excès de zèle dont a fait preuve, hier, le nouveau secrétaire général de l'USS, qui a sèchement éconduit les journalistes. Alors que ceux-ci ne faisaient que leur travail, en cherchant simplement à en savoir plus sur les raisons du report annoncé. Il est allé même jusqu'à Interdire toute prise d'images, au sein de cette université pourtant publique !

Mais s'il y a un fait important à relever, à mettre à l'actif du recteur de cet établissement et de son équipe managériale, c'est l'introduction du système Licence-Master-Doctorat (LMD) dans cette université, dès cette rentrée. Une réforme vivement saluée par les étudiants qui, depuis quelques années, souhaitaient ce basculement pour être en phase avec les mutations du temps.

Micro-trottoir / Suite à la décision de l'Education nationale de reporter sine die la rentrée scolaire 2016 -2017

La déception des parents d'élèves

Propos recueillis par F.B.E.M

Libreville/Gabon

Gérard Josué Mboumba :



“En tant que parent d'élèves, je ne peux pas rester insensible à cette situation. C'était prévisible, au regard de tous les problèmes enregistrés lors de l'élection présidentielle. C'est une situation qui fâche, d'autant qu'on ne sait pas à quel saint se vouer. Avec tous ces reports, et l'interdiction faite désormais aux établissements privés – primaires et secondaires – de ne pas débiter les cours, c'est tout un cafouillis qu'on ne s'explique plus”.

Mado Zang :



“Personnellement, je n'apprécie pas cette histoire que les enfants soient encore assis à la maison, attendant un éventuel début de cours. L'école devait commencer depuis quelque temps déjà, mais les enfants se retrouvent encore à la maison, parce que le gouvernement n'a pas pris les mesures idoines dans les délais. Gouverner c'est prévoir. Avant la campagne électorale, les responsables du ministère de l'Education nationale aurait dû d'abord veiller à ce que leur administration soit prête pour la rentrée scolaire 2016-2017.

Jean Arsène Mendene :

“En tant que parent d'élève averti, je comprends le ministère. Il est un peu

en retard sur certains dossiers. Dans la forme, en demandant aux établissements privés de suspendre leurs activités, c'est pour permettre à toutes les écoles de démarrer au même moment. Mais dans le fond, nous, parents, payons un peu les erreurs du ministère de l'Education nationale, qui ne s'est pas bien préparé en ce qui concerne la rentrée scolaire 2016-2017. Parce qu'en réalité, cette décision est un aveu de leur mauvaise organisation. Ma fille est encore à la maison. Elle devait commencer les cours aujourd'hui (hier, ndlr)). Cette mesure me rend finalement perplexe et contribue au climat d'instabilité et d'insécurité qui pèse sur le monde éducatif. Parce que tout cela est lié.



Piéton

Les câbles électriques de tous les dangers

Triste spectacle, que celui observé au premier étage du ministère de l'Agriculture, situé au centre ville. Des câbles électriques entrecroisés pêle-mêle, exposant les usagers aux risques d'électrocution. Ils pendent à proximité d'une fenêtre, avec vue à l'extérieur, le tout mélangé à la vétusté du bâtiment. On est loin d'un décor avenant. Vivement que les responsables de cette administration se penchent sur ce problème, avant qu'un accident ne survienne.

Ascenseur caché ?

L'idée était certainement de cacher un ascenseur qui ne marcherait plus. Malheureusement, le matériau utilisé laisse entrevoir ce qui se cache derrière. Ternissant ainsi l'image de cette administration publique, surtout que ce spectacle désolant est visible dès que vous franchissez l'entrée principale. L'idéal serait de mettre une affiche à la place du carton usé, sur laquelle on pourrait écrire : “ascenseur hors d'usage”.



Photo : R.H.A



Photo : R.H.A

Par R.H.A